



Groupe Hospitalo-universitaire AP-HP Nord – Université Paris Cité

Beaujon, Bichat - Claude Bernard, Bretonneau, Lariboisière – Fernand Widal, Louis-Mourier,  
Robert Debré, Saint Louis

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## CONSULTATION N° 2025 033 DENT 003

**Pouvoir adjudicateur :** Monsieur le Directeur Général de l'Assistance  
Publique - Hôpitaux de Paris.

**Représenté par :** Monsieur le Directeur du GHU AP-HP. NORD – Université de  
Paris

### Lieux d'exécution

Hôpital Bichat  
46 rue Henri Huchard  
75 018 PARIS

Hôpital Beaujon  
100 bd General Leclerc  
92 110 CLICHY

Hôpital Louis Mourier  
178 rue de Renouilles  
92 700 COLOMBES

## Table des matières

Article 1 : OBJET, TYPE ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	3
Article 2 : DECOMPOSITION ET FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	3
Article 3 : PIECES CONTRACTUELLES ET CERTIFICATS .....	4
ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE .....	4
4.1 Cotraitance.....	4
4.2 Sous-traitance .....	4
Article 5 : EXECUTION ET RECEPTION DES PRESTATIONS .....	4
5.1 Exécution des prestations .....	4
5.2 Réception des prestations .....	5
Article 6 : CONTRÔLE – SUIVI DE L'ACCORD-CADRE .....	6
6.1 Contrôle.....	6
6.2 Suivi du marché .....	6
6.3 Modifications du marché public - clause de réexamen.....	6
Article 7 : MODALITES DE DETERMINATION ET DE VARIATION DES PRIX .....	6
ARTICLE 8 : AVANCE – FACTURATION - PAIEMENT .....	7
ARTICLE 9 : RETENUE DE GARANTIE .....	8
Article 10 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	9
10.1 Secret professionnel.....	9
10.2 Accès aux établissements – Identification.....	9
10.3 Grèves .....	9
ARTICLE 11 : ASSURANCES .....	9
Article 12 : PENALITES, RESILIATION - LITIGES .....	10
ARTICLE 13 : DEROGATIONS .....	11

## **Article 1 : OBJET, TYPE ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

### **1.1 Objet**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) précise les conditions d'exécution de l'accord-cadre relatif à la réalisation de qualifications de locaux dans les ZAC des Hôpitaux Bichat, Beaujon et Louis Mourier.

Les prestations concernent l'ensemble des locaux rattachés aux PUI de l'hôpital BICHAT, BEAUJON et de l'hôpital LOUIS MOURIER présentant une zone à atmosphère contrôlée nécessitant la réalisation de qualifications aérauliques, particulaires et microbiologiques.

Devront être étudiés dans cette qualification, les systèmes critiques liés aux installations techniques et aux utilités (les unités de traitement d'air et les systèmes aérauliques).

Le détail des prestations, objet de l'accord-cadre, est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (partie A).

### **1.2 Type et montant**

Conformément aux dispositions des articles R2124-1 R2124-5, R2131-16 R2131-17 R2131-18, R2124-2, R2161-2 R2161-3 R2161-5 et R2161-4 du code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

Les prestations donnent lieu à l'établissement d'un accord cadre mono-attributaire dont l'exécution est assurée par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins (articles R2162-1 à 6 et R2162-13 à 14 du code de la commande publique).

Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à 600 000 € HT sur l'ensemble de la durée de l'accord-cadre.

### **1.3 Durée**

L'accord-cadre prendra effet à compter de la date de notification pour une durée de 4 ans..

La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée de l'accord-cadre dans la limite de 3 mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation, elle le notifiera au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

### **1.4 Prestations similaires**

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'APHP se réserve la possibilité de recourir à des accords-cadres sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires.

## **Article 2 : DECOMPOSITION ET FORME DE L'ACCORD-CADRE**

### **2.1 Allotissement**

Les prestations font l'objet d'un lot unique. Les prestations ne peuvent être alloties car la dévolution en lots séparés risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### **2.2. Tranches optionnelles**

Le marché ne comporte pas de tranche.

### **2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Sans objet.

## **Article 3 : PIECES CONTRACTUELLES ET CERTIFICATS**

### **3.1. Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre fixé ci-dessous en cas de contradiction entre-elles :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière relative au bordereau des prix unitaires (BPU) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en vigueur ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci.
- Tout document déposé avec l'offre ;
- Le Plan de prévention des risques et ses annexes ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

### **3.2. Certificats**

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, celui-ci est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre, quelle que soit la date de début de marché et sans que l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

## **ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE**

### **4.1 Cotraitance**

La situation des cotraitants est régie par les articles R2142-1 à -14, R2142-19 à -27, R2191-36 à -41 et R2191 -46 à -53 du code de la commande publique. Le cas échéant, le mandataire du groupement conjoint est solidaire des autres membres du groupement.

### **4.2 Sous-traitance**

La situation des sous-traitants est régie par l'article L2193-1 et -3 -8 -9 du code de la commande publique, les articles R2142-19 à -27, R2191-3 à 18, R2191-45 -54 -56 -57 et R2193 du code de la commande publique et les articles 3.5, 3.6 et 12 du CCAG FCS

En application du présent marché, le titulaire peut sous-traiter les prestations de son choix dans le respect des textes précités et après acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

## **Article 5 : EXECUTION ET RECEPTION DES PRESTATIONS**

### **5.1 Exécution des prestations**

Les prestations, objet de l'accord-cadre, sont exécutées conformément aux stipulations du CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre s'ils sont plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur, notamment pour ce qui concerne les délais (d'intervention, de remises de devis, ...) les durées et périmètre des garanties, les outils de suivi de la prestation.

Les prestations objet du présent accord-cadre sont détaillées dans le bordereau des prix unitaires. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander de manière exceptionnelle d'autres prestations entrant dans l'objet du présent accord-cadre en fonction de besoins nouveaux qui pourraient survenir en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le recours à des prestations non décrites dans le bordereau des prix unitaires doit rester limité.

Les prestations « hors bordereau des prix unitaires » feront l'objet de bons de commande spécifiques après remise d'un devis dans le respect des modalités fixées à cet effet par le CCTP.

Seuls les bons de commande / ordres de services prévisionnels signés par le représentant dûment habilité et notifiés au titulaire devront être honorés.

Tout bon de commande / ordre de service prévisionnel (quantité, qualité) peut être modifié ou annulé par l'établissement sous réserve d'un préavis de 72 heures avant la date de commencement d'exécution des prestations.

Chaque bon de commande / ordre de service sera numéroté et précisera :

- La nature des prestations à réaliser ;
- Les modalités de réalisation (lieux, horaires, contraintes, ...) ;
- Les dates de réalisation et de réception de la prestation ;
- La référence du marché.

La modification d'un bon de commande dans le délai ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G. - F.C.S., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent à des observations de sa part, il doit les notifier au représentant de l'établissement hospitalier dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

### **Transmission de documents**

Le titulaire devra remettre les documents suivants, dans les délais mentionnés sous peine d'application de pénalités :

<b>Documents</b>	<b>Délais max</b>
Devis	3 jours à compter de l'envoi de la demande
Rapport de qualification	✓ Provisoire : dès la fin des mesures ✓ Définitif : 10 jours ouvrés à compter de la réalisation

### **5.2 Réception des prestations**

Le représentant du pouvoir adjudicateur effectue l'ensemble des opérations de vérification quantitative et qualitative à l'issue de la prestation afin de vérifier sa conformité au CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre. Ces opérations se déroulent conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS et précèdent l'admission de la prestation.

L'admission de la prestation se déroule dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG-FCS. Néanmoins, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'admission se matérialise par le contreseing du rapport de qualification et celui des rapports d'intervention dans le cadre de la partie « hors BPU » et prend effet quinze jours après son édition à condition que le représentant du pouvoir adjudicateur n'ait pas émis de réserve durant ce laps de temps.

## Article 6 : CONTRÔLE – SUIVI DE L'ACCORD-CADRE

### 6.1 Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

### 6.2 Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité communiquée au titulaire qui est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles (28, 29 et 30 du CCAG FCS) sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

### 6.3 Modifications du marché public - clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au BPU, sous réserve que les prix nouveaux se rattachent à une famille de prix existante et aient un lien direct avec l'objet de l'accord-cadre ;
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

## Article 7 : MODALITES DE DETERMINATION ET DE VARIATION DES PRIX

Conformément à l'article R2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix unitaires hors TVA appliqués aux services et quantités réellement exécutés et/ou livrés.

Ainsi, l'accord-cadre est conclu à :

- Prix unitaires figurant dans le bordereau des prix unitaires (partie à bons de commande), selon les éléments de prix figurant dans ladite partie de l'annexe financière de l'Acte d'engagement.

### 7.1. Composition des prix

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Ils sont déterminés à partir du bordereau de prix unitaires, sur la base des prix unitaires et des quantités réellement exécutées. Un devis préalable détaillé est établi par le titulaire et présenté au représentant du pouvoir adjudicateur pour acceptation.

## 7.2. Variation des prix

Les prix sont fermes la première année puis révisibles annuellement dans les conditions suivantes :

- Les prestations sont révisibles chaque année à la date anniversaire du marché (le mois à considérer étant le mois Mo précisé à l'Acte d'engagement). La formule de révision est établie à partir de l'indice ICHT-rév TS (identifiant 001565183) selon la règle suivante :

$$P = P_o \times (0,2 + 0,8 (x / x_o))$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P<sub>o</sub> = prix initial du marché

X<sub>o</sub> = valeur de l'indice connu au mois Mo inscrit sur l'Acte d'engagement

X = valeur connue du même indice à la date anniversaire du mois Mo.

Sous réserve d'un préavis de 3 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, il appartient au titulaire de présenter une nouvelle annexe financière accompagnée de l'ensemble des éléments de preuve (valeur des indices initiaux et à la date de la révision) à l'appui de la première facture pour laquelle il peut bénéficier de la révision de prix.

### Clause butoir :

La révision de prix est néanmoins assortie d'une clause butoir fixée à 5% par an. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

## 7.3. Régime des taxes

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

# ARTICLE 8 : AVANCE – FACTURATION - PAIEMENT

## 8.1. Avance

L'option B du CCAG-FCS s'applique.

Conformément au code de la commande publique, le titulaire peut demander le versement d'une avance dont l'étendue est définie aux articles R2191-7 et-9 et R2193-10 à -21 dudit code.

Le taux de l'avance est fixé à 5% conformément à l'option B du CCAG-FCS.

Le titulaire pourra demander une avance pour tout bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution dépasse deux mois.

## 8.2. Facturation

Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Il convient de préciser que le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de ne pas traiter toute facture ne transitant pas par le vecteur Chorus Pro, conformément à l'article 4-I décret n°2016-1478.

Les prestations seront rémunérées à réception de chacune des prestations faisant l'objet d'un bon de commande. Dans ce dernier cas, le titulaire joindra à sa facture les éléments de preuve du service fait (bon d'intervention) dûment contre-signé par un représentant du service.

**Les factures doivent indiquer :**

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- Le montant hors taxes de la prestation ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des prestations exécutées T.T.C. ;
- Le n° du bon de commande / ordre de service ;
- Le code service de l'établissement ayant passé commande ;
- Le numéro de marché ;
- Une copie du bon d'intervention contresigné ou une preuve de validation du rapport de qualification ;
- La date de facturation
- La formule de révision des prix, si ces derniers ont été révisés

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

**Les produits ou prestations hors bordereau des prix devront faire l'objet d'une facturation différente.**

**8.3 Paiement**

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **50 jours** à compter de la présentation de la demande de paiement, et ce, conformément aux dispositions de l'article R 2192-11 du Code de la Commande Publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses de variation et de pénalisation. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. En sus des intérêts moratoires dus pour tout retard de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à quarante (40) euros.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par l'AP-HP à des fins de corrections jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

**ARTICLE 9 : RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire est dispensé du versement de la retenue de garantie.

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie dans les conditions prévues aux articles R 2191-32 à 35 du Code de la Commande Publique.

## Article 10 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 10.1 Secret professionnel

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

### 10.2 Accès aux établissements – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

### 10.3 Grèves

**En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables en accord avec la personne publique.**

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures restant dues.

## ARTICLE 11 : ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Conformément à l'article 9.2 du CCAG –FCS, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations à tout moment durant l'exécution du marché, sur demande du RPA et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande

## **Article 12 : PENALITES, RESILIATION - LITIGES**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS les pénalités suivantes seront appliquées.

### **12.1. Pénalités**

En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production des attestations fiscales et sociales (article 3.2 du présent document), le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 100 € par jour de retard.

#### **Pénalités de retard et d'indisponibilité**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités suivantes au titulaire dès lors que ce dernier ne respecte pas ses engagements :

- 50 Euros de pénalités par jour de retard dans la fourniture des devis et dans la fourniture du rapport de qualification (rapport définitif et rapport provisoire)
- Autres retards : Une pénalité de 30 € par jour (dans la limite de 300 €) pourra être appliquée pour tout autre retard afférent à une prestation décrite au CCTP ou à un engagement pris par le titulaire à travers son offre (exemples : absence lors d'une visite planifiée, manquement à la remise de la liste du personnel exerçant sur site, etc.). Dans le silence des pièces administratives du marché, ces retards prendront effet cinq jours après la transmission par le pouvoir adjudicateur d'une demande écrite au titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les conditions d'application de ces pénalités sont constatées, celles-ci sont applicables au premier euro, de plein droit, et sans mise en demeure préalable du titulaire du marché.

### **12.2 Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé**

Conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du Code du Travail, lorsque le RPA constate ou est informé du non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 et L8221-5 du même code, il met en demeure le Titulaire de régulariser la situation.

A défaut de régularisation, le RPA peut soit appliquer des pénalités soit résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

Ces pénalités s'élèvent :

- à 45 € par jour de retard à compter de l'expiration du délai de la mise en demeure, fixé par décret en Conseil d'Etat, et confirmé par l'avis de réception ;
- au maximum à 10% du montant de l'accord-cadre ;
- au maximum à 45 000 euros (amende prévue à l'article L8224-1), à 75 000 euros (amende prévue à l'article L8224-2), à 1 000 000 euros (amende prévue à l'article L8224-5).

Elles s'appliquent sur le montant hors taxes du décompte prévu à l'article 8.2.

### 12.3 Résiliation-litiges

Conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG F.C.S., les différents cas de résiliation s'appliquant au présent accord-cadre sont les suivants : - Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre (décès, liquidation judiciaire, etc.), - Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre (difficultés techniques particulières, force majeure), - Résiliation pour faute du titulaire - Résiliation pour motif d'intérêt général.

Tout différend du titulaire avec le pouvoir adjudicateur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Paris sis 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 46 du CCAG – FCS et l'article R2197 du décret précité.

#### **EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU PRESTATAIRE**

Les conditions d'exécution aux frais du titulaire sont définies dans l'article 45 du CCAG FCS.

## ARTICLE 13 : DEROGATIONS

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G.-FCS de 2021 :

Article du CCAP	Article du CCAG correspondant	Objet de l'article auquel il est dérogé
Article 1.3	Article 13.1	Durée du marché
Article 3.1	Article 4.1	Pièces contractuelles
Article 5.2	Article 30.1	Admission
Article 10	Article 14	Pénalités

Les autres dispositions dudit CCAG s'appliquent pleinement à l'accord-cadre.